

Compte-rendu d'entretien n°1

Douala - Cameroun

Enquête n°6

Date de l'entretien : mardi 18 mai 2010

Durée de l'entretien : 2h20.

Âge : 34 ans.

Niveau d'étude : Bac + 5 en management, option ressources humaines + études de journalisme.

Statut marital : célibataire.

Profession officielle et revenu mensuel : journaliste, 300 000 Fcfa.

Autres activités et revenus mensuels : consultance pour une grande entreprise, 200 000 Fcfa.

1. Parcours et présentation

Profession des parents, origine sociale, éducation reçue, rapport aux traditions

Albert Ledoux est né dans la ville de Bafang, dans l'ouest du Cameroun. Baptisé à l'église catholique trois jours après sa naissance : l'évidence pour son père. Tous à l'église catholique.

En ce moment : **5 frères et sœurs**, un est décédé (le 2^{ème} de la fratrie). Lui-même est le benjamin. Trois ont construit : pas lui, ni son frère aîné direct qui est rentré à Bafang, à Babone : il lance des exploitations agricoles, il lui a offert la maison, qui était celle de son père. Les trois premiers, ses sœurs, ont construit leur villa ou leur duplex.

Il a grandi à **Bafang** jusqu'à l'âge de quatre ans. Il n'a pas fait de jardin d'enfant mais, arrivé à **Douala à l'âge de cinq ans**, son père lui fait faire la SIL (Section d'Initiation à la Lecture) pendant deux ans au lieu d'un an afin d'être sûr qu'il ait un niveau suffisant avant d'entrer au CP, cours préparatoire, à l'âge de sept ans.

Parents Bamilékés, tout le monde parle le Féfé, lui aussi, plus l'anglais pour lui.

Père s'exprime en français et féfé (variante du Bamiléké), **instituteur** dans les écoles catholiques, il dépendait du diocèse de Nkongsamba (administrativement dans le littoral mais

à l'ouest pour l'église catholique). Il est décédé. Il n'avait qu'une femme mais **son père en avait deux**.

Mère simple ménagère, petite cultivatrice. **Illettrée**. Vivante. Son père avait demandé qu'elle n'aille pas à l'école : ils sont six de même parents, il a choisi elle pour rester toujours à ses côtés « tu ne vas pas à l'école, tu vas m'accompagne dans toutes mes tâches, tous les autres viendront vers toi pour tout ce qu'il y a ici au village, s'il y a quelque chose ». Tous les autres sortent du village, sont allés à l'école et avaient tout. Depuis la colonisation c'est une famille aisée : son père a un grand domaine au village, le grand frère à son père est douanier dans le sud-ouest est s'occupe de toutes une ville, au nom du gouvernement colonial, et s'assure que tous les enfants de ses frères fréquentent, et il vient les contrôler au village. Ils vont vite, s'installent, s'occupent de leurs propres petits frères. « C'est la famille africaine dans son fonctionnement pur ». Si l'école peut fournir le bien-être, ce n'est qu'un moyen, elle n'en a pas eu besoin : c'est une structure familiale qui fait que les autres sont redevables : car on pense que ceux au village s'occupent de nous : « il y a des croyances, des pratiques, que vous ne pouvez pas imaginer : elle entretient les ancêtres pour vous, c'est sa charge. Donc on n'est pas obligé d'aller au village tout le temps, elle est là, on l'appelle s'il y a quelque chose, vérifier si les ancêtres ne sont pas fâchés. Les autres sont allés à l'école sont dans l'administration ou ont une clientèle privée. Elle est un peu comme le gardien du temple ».

Rapport au village

Maintenant sa mère est à Yaoundé, chez sa fille : « nous ses enfants avons décidé qu'elle ne doit plus travailler depuis que son mari est mort, ses enfants gagnent leur vie » : fonctionnaire même si ça ne donne pas beaucoup d'argent, deux dans les affaires sont « millionnaires », d'autres ont des emplois précaires mais sont quand même en activité. *On a besoin du village quand on ne gagne pas sa vie...* Elle continue à gérer les affaires en allant à Bafang, et à Bandjack chez ses parents. Elle y a toujours mais elle est déjà âgée. « Nous on veut qu'elle arrête car à chaque fois qu'elle est à Bafang on lui dit de ne pas travailler mais elle était allé au champ etc., a fait beaucoup d'efforts ».

Elle n'a pas de problème, on (ses enfants) se la dispute. À Bafang elle a au moins trois maisons. « *Moi je ne m'occupe pas de ces biens de Bafang, je leur dit faites en ce que vous voulez, ils mettent en location pour certains mais je ne leur demande pas d'argent pour ça* ».

Elle sera là demain et **comme il lui avait donné une requête : saluer les ancêtres** : elle va lui rendre compte. Même si elle le fait quasi systématiquement à Bafang ou chez ses parents. Elle est presque toujours à Yaoundé.

Même à Douala : le chef supérieur qui est au village est représenté à Douala. Tous les fils du village font des réunions sous sa coordination : celle des femmes, des hommes, des jeunes tous les week-ends à New Bell.

« Moi je n'y vais pas car j'ai l'impression que ça va me ramener au village. Par contre avec des jeunes de mon âge qui sont soit cadre dans une entreprise, etc., on fait une sorte

d'association où on est quinze. On participe à la construction du village : on cotise pour les projets du village mais on n'y va pas. Réunion mensuelle mais pas à New Bell. Pour les Bamilékés, l'esprit du village se reconstitue à Douala à New Bell. Réunion à domicile, chacun contribue 3 000 mais ça revient toujours plus cher quand on accueille, ne serait-ce qu'à cause du vin. En restaurant ça irait ».

Lui va peu au village, au maximum deux fois par an, même s'il est **chef de famille car il est successeur de son père comme c'était le cas de son père** : il avait un siège à la chefferie mais lui n'y est encore jamais allé même s'il l'envisage à long terme. Même sa mère estime qu'il doit d'abord achever de « devenir homme, c'est avoir une maison, pouvoir s'installer ». La chefferie attendra. Mais quand même il est notable de 2nd degré, de 1^{er} degré c'est trop compliqué, ça ne l'intéresse pas. « *Vous avez l'impression que les gens ne comprennent pas que le monde doit se développer* ».

Il y a des gens qui n'ont pas le même entendement des choses, il y a des gens qui sont portés essentiellement par des instincts primaires : **besoins au niveau primaire** : manger et boire. D'autres pensent au développement du pays, aux infrastructures, à l'éducation, à la santé. Des gens qui se projettent individuellement dans l'avenir et qui essaient d'y arriver. « Quand vous n'avez pas ce même niveau de compréhension des choses c'est un peu compliqué ». Autant ne pas y aller sinon y a des querelles. Gens qui ne sont pas de ton esprit. Néanmoins, il va aux **grandes réunions de coordination**. Donc à Douala, à côté des trois groupes traditionnels (femme, homme, jeune), il y a des groupes d'élites, pas financières mais intellectuelles même si dans son groupe il y a des millionnaires qui ont beaucoup beaucoup d'argent, quatre voitures. Mais ce sont des jeunes qui ont environ 45 ans. Lui doit être le moins âgé de son groupe. Beaucoup sont notables (succession), mais beaucoup comme lui ils ne vont pas au village quelques uns y vont.

Dans son association : réflexion sur les projets de développement qu'on leur envoie, ils peuvent envoyer des missions mener une enquête sur le projet pour formuler des propositions en termes de développement, avec aussi la contribution financière qu'ils proposent. Ils soumettent ça au Comité de développement du village qui est formé des élites.

Conditions d'adhésion dans leurs textes : être originaire de Babone (près de Bafang), au moins une licence, être un jeune cadre, épargne minimum pour soi de 100 000 Fcfa par mois dans la caisse du groupe. Appels à contribution : comme l'impôt au village : 15 000 Fcfa par an par personne. Ce sont les groupes qui portent l'argent au village. Pas un minimum de revenu fixé : c'est l'épargne de 100 000.

On ne veut pas aller à New Bell où il y a encore des comportements qu'on considère comme rétrogrades et on espère que ça va changer. On ne veut pas aller où il y a de la masse car les gens considèrent toujours d'où le petit groupe. C'est par ce canal qu'on participe au développement du village.

« Néanmoins, au moins au niveau familial je dois gérer ma position de chef de famille notable » : il gère par téléphone normalement rien ne doit se faire sans son autorisation. Il délègue : son oncle le représente, s'il y a problème il doit l'appeler. Pour mariage coutumier il

doit y aller, sin son oncle va pour les hommages particuliers aux ancêtres. Point annuel en réunion familiale.

Il estime que ce n'est **pas avant l'âge de 50 ou 55 ans** qu'il pourra s'intéresser à occuper ses fonctions sur place au village. « Pour l'instant c'est tant mieux si je peux ne pas aller à la chefferie supérieure ».

Il va obligatoirement transmettre la notabilité à ses enfants même s'il ne sait pas d'où ça vient. Il va leur apprendre à parler la langue. D'ailleurs il s'en est rendu compte assez tard : tout petit à New Bell il ne parlait que français. « J'ai grandi à Bafang où je parlais le féfé. À New Bell quand je suis arrivé tout le monde disait "oh il parle bien le féfé" mais trois ans après je ne parlais plus le féfé, ce n'est pas bon. Vous perdez vos valeurs, la langue est un véhicule des valeurs. Et la valeur cardinale chez les Bamilékés c'est le travail : on vous apprend à épargner, c'est même dans la langue. Donc j'aimerais que mes enfants s'expriment avec. Ça veut dire que votre femme doit la parler, et qu'elle l'apprenne si elle n'est pas de chez vous. C'est une langue très riche. Les proverbes tournent autour de ça. Et quand vous épargnez c'est pour des projets d'avenir ».

Solidarité entre le père et son oncle

Il habitait à **New Bell chez son oncle**, instituteur. Il y avait aussi ses deux enfants (tout petits) son épouse et le neveu de son épouse. C'est son oncle qui s'occupait de lui, il ne sait pas si son père lui envoyait de l'argent. « C'est un peu compliqué, je vais vous expliquer : »

Son père a été obligé d'arrêter ses études en classe de 4^{ème} pour faire le concours d'instituteur à l'église catholique, car son père est décédé et il a ses frères qui sont tout petits : il se dit qu'il faut qu'il travaille, ce qu'il va faire. Il s'occupe alors en priorité de ses deux petits frères qu'il envoie à l'école, il se marie entre temps et fait ses enfants tout en s'occupant encore de ses frères. Ses frères trouvent rapidement emploi : le denier, celui qui s'occupait de lui à New Bell, commence par l'armée, en le cachant à son frère qui croyait qu'il avait passé un concours d'instituteur. Le jeune frère veut « **s'émanciper, c'est être indépendant financièrement** ». Un jour son père découvre que son frère travaille en fait dans l'armée. Le petit frère direct de son père : pas brillant à l'école, il a tout fait pour qu'il apprenne un métier : taximan. Ces deux montent, s'installent, essaient de vivre seuls mais ils sentent qu'ils sont redevables de quelque chose à leur frère. C'est comme ça que son oncle le prend en charge, après avoir pris en charge son grand frère direct (lui est le benjamin) et lui paie ses études : « je suis entièrement son fils quoi, je crois que c'est pour rendre la pareil à mon père. Là c'est la famille africaine véritable ». Il le prend en charge comme si c'était son fils. Quand ils vont se marier c'est mon père qui décide. Vous êtes sorti du ventre de la même mère et l'ainé s'occupe de vous comme si vous étiez ses enfants, puis après vous êtes obligé de vous soucier de ses enfants. Et ça s'enchaîne. « Je ne dois pas couper, je suis peut-être le dernier fils à mon père mais je dois considérer les enfants de mon oncle comme mes petits frères ».

Donc il lui est redevable même s'il faisait juste l'essentiel pour mi : il achète tous mes livres, cahiers, mange à ma faim, il loue un taxi pour que j'aille à l'école, **contrairement aux autres enfants de New Bell, quartier très pauvre** (où à grandi Samuel Eto'o). Et les instituteurs ne

sont pas les plus mal lotis, en plus dans la plus grande école de la ville. Des parents de ses élèves peuvent venir lui faire des cadeaux, « donc il est quand même différent, il a des revenus, il est encadré par les parents de ses élèves ».

Sa mère garde une marge de manœuvre : toutes les vacances à Bafang, sa garde robe est refaite par sa mère à chaque fois. Quand il est à Douala, sa mère qui a un grand frère riche (ses enfants étaient aussi à Petit Jos) pense qu'il doit s'occuper d'Albert, il va le voir, laisse à chaque fois des choses à la nourrice, c'est-à-dire la femme de son oncle, pour lui. « J'ai au moins le strict minimum, je ne suis pas véritablement considéré comme un enfant pauvre, je n'ai pas les jouets d'un enfant aisé mais je suis un enfant **qui a le minimum et tout ça** ». Et la petite sœur de ma mère m'achète aussi des vêtements, elle se croie obligée de me donner de l'argent de poche : côté père pour les études, côté mère pour les autres.

Pour son père, qui était pratiquement le chef de la famille : « Priorité école, priorité éducation, tout l'argent, on met dans l'éducation de l'enfant : instruction et valeurs morales : avoir un comportement éthique, chez nous ça ne blague pas. Je ne crois pas si on dit que mon frère aîné vole. On nous a appris à ne pas nous accrocher à l'argent, c'est peut-être pour ça que des patrons m'ont trompé aussi, on m'a dit que je pourrai avoir un salaire quatre fois supérieur à ce que j'ai aujourd'hui. On a appris à travailler, être honnête, ne pas adorer l'argent, à respecter tout le monde, à être humble : valeur cardinales pour mon père qu'il a inculqué à son frère et à ses enfants : mon père contrôlait tout. Mon oncle est tellement formaté par mon père que quand il donne un avis c'est un peu l'avis de mon père, même pour ses propres enfants ».

Concrètement, il voyait son père toutes les grandes vacances, parfois quand il voyageait en ville voir ses petits frères, il vient en père : il contrôle, il vient voir sa famille, pas spécialement son fils : il peut être là quatre jours sans qu'il y ait de discussion.

Maison d'enfance chez son oncle à New Bell

Maison en matériel provisoire, planches, louée. Trois pièces : salon, deux chambres (parents et enfants), cuisines et toilettes à l'extérieur. Exposée comme les autres maisons, peu de maisons avaient des barrières. Pas de braquage l'époque même si on nous désignait des groupes de bandits. Borne fontaine en face. Y avait l'électricité. Une radio. Vidéos regardées chez son oncle, le grand frère de sa mère.

Scolarité

Il était à l'école publique **Petit Joss** laquelle « était considérée à l'époque à Douala comme **une école de riches** », au cœur du quartier résidentiel Bonanjo, devenu quartier administratif huppé. Cette école était fréquentée par des enfants vivant à Bonanjo ou à Bonapriso, quartier similaire, mais il habitait dans un quartier pauvre, New Bell, pas dans des conditions d'aisance, comme tous les pauvres. Mais dans le quartier résidentiel il était en contact avec les riches : il a vu comme ils sont, comment ils fonctionnent en comparant à son propre fonctionnement. Il pense que cet environnement était propice au développement de projets, au fait de grandir.

Albert Ledoux a été **inscrit dans cette école grâce à son oncle** qui y était enseignant et qui l'a inscrit. Son oncle, devait être le meilleur de sa promotion à l'école des instituteurs puisqu'il a été ensuite affecté à Petit Joss. Il s'y était inscrit lorsqu'il avait le niveau Bac alors que la plupart avait seulement le BEPC, le probatoire de l'époque.

Son oncle réussit ensuite son concours à l'École Normale de Yaoundé où il déménage, amenant notamment Albert Ledoux avec lui. Ils vivent dans un quartier de pauvres et fréquente l'école sur place, Lycée (CES, Collège d'Enseignement Secondaire) **d'Ekounou** jusqu'en 5^{ème}. Les différences entre collège riche et pauvre, il estime qu'elles sont moindres que dans les établissements primaires (distractions, aménagements différents...). Il y reste même quand son oncle est affecté suite à ses études dans le Nord où il reste peu de temps. Avant cela il avait acheté le terrain et construit une petite maison en matériau provisoire à Yaoundé, vers la garde républicaine, à l'époque à Ekounou.

Il quitte Yaoundé quand son oncle est affecté à 60km de Yaoundé en direction de la forêt, à **Issé** : il y fait 4^{ème}, 3^{ème}, 2^{nde}, 1^{ère} mais il échoue au probatoire.

Oncle affecté dans une localité opposée à Yaoundé, à 60km en direction de Douala mais il ne le suit pas.

Il s'inscrit dans la région où il est né, au **lycée de Bafang**, les enseignants font régulièrement grève : il fréquente aussi un lycée catholique réputé sérieux. Il échoue encore le probatoire (1^{ère}). **À Bafang, c'est son père qui finance, son oncle à financé ses études jusqu'en terminale. Ensuite c'est sa sœur qui est millionnaire par ses activités commerciales qui finance ses études supérieures.**

Lycée d'Ekounou : Yaoundé : de succès en succès. Probatoire avec 14 de moyenne, bac aussi avec brio.

Choix matrimoniaux

Pour sa rupture amoureuse, voir ses opinions (cf. 4. / catholique)

Il voudrait se marier avec une femme. Il ne souhaite pas avoir plus de deux enfants. Avec 500 000 il faut une femme qui travaille pour avoir deux enfants maximum. Maintenant pour faire plaisir à sa mère, il peut faire trois enfants.

Il pense davantage à un enfant. Il pense qu'il peut « bien encadrer UN enfant... deux ça sera peut-être lourd ».

Parcours dans le supérieur et professionnel

Supérieur

À Yaoundé 1, il passe un **DEUG de biologie, passionné de journalisme**, il s'inscrit en 1999 en **journalisme à Sciento Supérieur** (Institut Supérieur Privé) pour un BTS en deux ans. Il en sort 2^{ème} de la promotion dans tout le Cameroun.

C'est sa sœur qui est millionnaire par ses activités commerciales (elle a quitté l'université) qui finance ses études supérieures. Depuis au moins la terminale, elle lui donne de l'argent de poche, s'occupe de sa garde-robe, de tout et on pourrait dire jusqu'à maintenant (elle lui a fait faire quatre costumes pour aujourd'hui). Elle prend entièrement le relai avec sa petite sœur, son grand-frère, son oncle et son père qui avait économisé deux millions : ils se partagent sa scolarité.

Les deux millions épargnés par son père devaient servir comme base pour qu'il s'installe au moment où il va à l'université ou pour des études à l'étranger mais **il n'avait pas souhaité partir**. Ça ne l'intéressait pas particulièrement parce qu'il se sentait bien au Cameroun.

Il avait 25 000 Fcfa par mois d'argent de poche. Il était logé chez son oncle qui avait construit une cité universitaire dans le quartier universitaire Ngoa Ekelle. Puis pour le reste ses deux sœurs finançaient tout.

Les mêmes se sont partagés pour payer son école de journalisme, il ne sait pas exactement comment mais il sait que les cinq ont évalué, quatre sans son père, et mis ça dans un compte : chaque mois il allait payer et prendre les 25 000 d'argent de poche dans ce compte.

Plus tard, pour l'ESSEC, comme il avait un petit salaire et que le patron ne finançait pas : il a partagé les frais avec sa sœur.

Professionnel

Puis, en 2000, il commence à faire du journalisme dans la **radio de Sciento Supérieur** pour **30 000 Fcfa** (pour assurer le transport) : normalement une radio pour étudiants mais qui devient **alors** la meilleure radio de la capitale. Il est parmi les gens en tête de la radio et après 8 mois, il touche **60 000 Fcfa**.

En 2001, il participe à un **mouvement de grève pour régulariser** plus ou moins leurs situations. Après la grève beaucoup de gens partent, il y a de nouveaux processus de négociation et avec lui en premier : son salaire passe à **120 000 Fcfa** « avec un petit truc signé également », il a un tout premier contrat, mais incomplet. Avant il n'y avait pas véritablement de contrat de travail, pour lui, « c'est ça le Cameroun aussi ».

Mais il ne se sent pas à l'aise: « car je n'exprime pas mon talent de journaliste comme je le souhaite, on est un peu comprimé par un patron à l'époque qui pense que son engagement dans le parti au pouvoir devrait non engager nous autres également en tant que journaliste, nous voulons faire essentiellement notre métier et comme je le dis toujours à tout le monde, faire notre métier ce n'est plaire ni à l'opposition ni au parti au pouvoir ».

En 2002, il vient à Douala car on l'a contacté pour **Equinox** pour participer à son démarrage en avril 2002.

Il accepte car connaissant l'esprit de *La Nouvelle Expression* qui est le journal de base d'Equinox et ça l'empêche de bien négocier son salaire (dans ce bureau même où on fait l'entretien). Il n'a que 20 000 Fcfa de bonification salariale, son patron connaissant

certainement son salaire à la Sciento. Il déclare 250 000 comme prétention salariale : « à l'époque je suis en cours tout petit donc **ce n'est pas l'argent qui m'attire**, c'est davantage sortir du moule qui ne me permet pas de m'exprimer en tant que journaliste qui m'intéresse ». Néanmoins il parvient à poser des conditions : qu'on paie son téléphone, ses déplacements sur le terrain, ce qui n'était pas le cas jusque là à Sciento. Son patron s'y engage.

On le paie donc **140 000 Fcfa**.

En 2006, après quatre ans à Equinox, il décide de « repartir à l'école » : il passe le concours d'entrée pour un **master à l'ESSEC**, École supérieure de Commerce du Cameroun. Avec un BTS on lui demande de justifier d'au moins trois ans d'expériences professionnelles en position quasiment de cadres. Cours en soirée en 2007-2008 : *« c'est très difficile, la preuve c'est que je n'ai pas encore soutenu mon mémoire même s'il est prêt »*. Il valide entièrement avec environ 14 de moyenne. « C'est une orientation autre, une autre impulsion, que je veux donner à ma carrière. **Je veux faire globalement le management et particulièrement les ressources humaines**, c'est-à-dire que ce n'est pas que le journalisme qui m'intéresse dans mon cycle Master ».

En 2002, il arrive en tant que **coordinateur de rédaction** de la radio Equinox qui commence.

En 2006, il est appelé pour le même poste à la télévision (après qu'elle ait commencé en 2005) : ça ne lui rapporte pas beaucoup d'argent mais il accepte car il a besoin que son patron justifie ses trois années d'expérience et qu'il donne son autorisation pour qu'il présente le concours de l'ESSEC. C'est une contrepartie un peu obligatoire, il a une petite bonification de son salaire. « En réalité j'ai compris que si je n'acceptais pas il ne m'aurait pas donné son accord ».

2008, il est nommé **rédacteur en chef** : ça donne du poids sur le plan textuel mais ça ne compte pas trop pour lui même s'il y **met beaucoup d'énergie**.

Côté salaire, il passe de 140 000 à **160, 180, 220 et maintenant 300 000** depuis qu'il apporte un plus à la télévision. Le versement des salaires était très très régulier jusqu'en 2007 même si à l'époque ça lui permettait seulement de payer ses loyers et d'assurer l'essentiel, il ne pouvait rien faire.

Depuis 2007, il a des **difficultés à être payé**, « il y a toujours des problèmes, c'est très très embêtant » : il lui arrive de compter qu'on le paie neuf mois sur douze « au bout du compte, on ne fait rien avec ça, [il répète :] vous ne faites rien avec ça ». S'il touchait régulièrement son salaire qu'il a négocié ses 300 000 en 2006, il aurait pu épargner. *« Je ne peux pas dire aujourd'hui que j'ai véritablement épargné quelque chose »*.

« Je suis dans une pente ascendante car à côté il a signé il y a deux mois un contrat de consultation qui me rapporte 200 000 mais je ne considère pas ça car je ne suis pas sûr que ça va durer » : appui à une entreprise dans la construction de son image médiatique : environ non pas 8 heures de travail par semaine (arrêt de 30 minutes mercredi pour ça) mais maximum de 5 heures de travail par semaine. C'est son premier contrat de ce genre. Il gère son temps, ça se passe bien, le versement est régulier, comme c'est une grande entreprise il ne devrait pas y

avoir de problème. Donc quand vous ne touchez pas ici, ça complète. Ici vous n'évoluez pas, ça stagne.

2. Description de la profession et autres activités

Journaliste - rédacteur en chef :

Il se décrit comme un « journaliste politique » mais il est également rédacteur en chef de la radio et de la télé de son entreprise. Il travaille pratiquement tous les jours, au moins 70 heures par semaine, 10h par jour.

Il gagne 300 000 Fcfa/mois.

Equinox est situé quartier Akwa.

Il s'arrête là lorsqu'on se rencontre la première fois pour remplir le questionnaire.

Consultance :

Pour une grande entreprise.

TOTAL DE SES REVENUS : 500 000.

Réunion mensuelle de cadres originaires de son village : « groupe d'élite pas financière mais intellectuelle même si certains sont millionnaires ». Conditions d'entrée.

Ses amis : il n'a pas beaucoup d'amis, il ne sait pas ce qu'est un ami. Comme il est journaliste, beaucoup de gens lui tournent autour. Il reçoit peu de gens chez lui. Ceux qu'il côtoie ne gagnent pas très bien leur vie, en dehors de ceux avec qui il fait l'association (certains millionnaires dans le privé, d'autres cadres, il n'y pas de fonctionnaires, tous dans le privé, beaucoup construisent leur villa, lui il est à la traîne).

Temps libre : il va dans 2 ou 3 cabarets avec des confrères journalistes : Majestic à Deido, souvent le week-end ; Mélodie d'Antan. Son travail se lie à ses loisirs. Il lie, il achète lui-même ou on lui offre des ouvrages, souvent des essais politiques, des romans. Il achète en moyenne deux livres par mois. Il achète aussi des ouvrages de management puisque c'est sa nouvelle orientation. Avec l'association : sorties ou soirée une ou deux fois par an : projet d'aller à Limbé un jour nous amuser. Pas beaucoup de **sport**.

Télé : émissions politiques, prioritairement sur chaînes camerounaises, Equinox, STV, CRTV, sur chaînes françaises qui le projette dans le monde, France 24, sur CNN, africaines : Africa 24, Vox Africa. Quand il n'était pas trop occupé il regardait les chaînes nigérianes, pour se distraire. Il allé aussi au cinéma, une fois tous les deux mois, il allait aussi en boîte de nuit. En ce moment il est perturbé par son mémoire qu'il n'a pas achevé.

Syndicats : le syndicat des journalistes du Cameroun, il n'est pas particulièrement actif, conseiller du bureau depuis 2006, moment où il est entré dans le syndicat. Il est aussi membre

de l'Union des journalistes du Cameroun, il a participé à peut-être deux assemblées générales. Même s'il n'est pas particulièrement actif, il contribue financièrement et intellectuellement. Il n'est pas plus actif car il est occupé mais, à une époque, il se voyait devenir secrétaire général de l'Union. Mais maintenant, il ne se voit plus journaliste, il voit son avenir autrement, il doit concentrer ses efforts sur autre chose, le management.

3. Revenus générés et ensemble des dépenses

Revenus

Journalisme = 300 000. Consultation = 200 000.

« On peut dire que mon revenu si tout se passe bien c'est environ 500 000, maintenant que ça se réduit à 300 parce qu'il y a une certaine instabilité, c'est faible ».

Ça lui arrive d'emprunter, par exemple à sa sœur. Il lui doit presque 900 000 Fcfa car pour son nouvel appartement on lui demandait une avance de 12 mois et il y avait des coûts d'installation. Sa sœur lui a donné 200 000. Quant à lui, il a vidé son compte (1h29). Jusqu'à présent il n'a pas achevé son installation. La semaine dernière il a dépensé 50 000 Fcfa pour son salon.

Dépenses

Depuis deux mois, il habite dans un logement tout neuf, il loue 60 000 Fcfa un appartement dans une zone universitaire, à la Cité SIC Bassa, cités construites pour des personnes à faibles revenus. Bien qu'il vive seul il a deux chambres (+ un salon, une douche, WC, une cuisine, un balcon).

Il se déplace en taxi.

Il n'a pas de terrain, il n'a pas construit.

Épargne 100 000 Fcfa dans l'association des jeunes cadres ressortissants de son village.

Les 200 000 de la consultation il n'y touche pas, il veut épargner. Il a consommé mais il n'a pas eu son salaire. Quand il l'aura, il va le déposer.

Achats :

Il va peut-être pouvoir s'acheter une voiture d'ici six mois.

Une ménagère travaille chez lui quelques heures du lundi à vendredi. Elle achète la nourriture, fait les courses. Il la paie 25 000 Fcfa par mois.

Livres dans librairies à Akwa.

Santé : quand il tombe malade il dépense. Environ 300 000 Fcfa/an. Il ne tombe pas beaucoup malade. Pas de prévention, il organisera ça quand il sera marié.

Il a parfois recours à la **médecine traditionnelle** : sa mère représente les ancêtres, elle pense que des trucs ne peuvent pas être soignés sans le recours à la médecine traditionnelle : la fièvre typhoïde, la fièvre jaune et tout ça. Chez eux, il y a des produits de champ qu'ils considèrent comme très revitalisant : décoctions à boire. Quand il a la fièvre il en boit et se sent mieux qu'après avoir bu pendant longtemps des comprimés. Il suit les conseils de sa mère. Comprimés achetés en pharmacie mais aussi dans la rue, pas par manque de moyens mais parce qu'en soirée c'est plus simple. Mais il achète très peu de choses dans la rue. **Il souhaite qu'on consomme camerounais mais ce n'est pas le cas : selon lui il faut développer industries et PME car le modèle économique est très orienté commerce** : pas d'industrie, on dépend de l'extérieur.

Par jour : 3 000 à 4 000 : taxi, repas mais il va de plus en plus à la maison.

Repas : Il ne mange pas le matin. Il préfère avoir des jus de fruit dans le frigo, des œufs. Elle doit elle-même presser des jus d'orange qu'elle achète au marché. Il mange ce qu'on mange au Cameroun : ndolé, frites de plantain, manioc, légume. Boit essentiellement de l'eau, sinon bière et jus de fruits naturels.

Chacun s'alimente comme il peut. Ça dépend du niveau de revenus. Certains café et petit truc le matin, d'autres au restaurant. D'autres mangent 1 ou 2 fois par jour. **Lui ne mange que deux repas par jour**. Chez son oncle : beignets le matin (25 ou 30 Fcfa, c'était très réduit, six beignets), plat consistant à midi (sans entrée ni sortie), plat relativement léger le soir. Il était suffisamment alimenté « mais on avait une vie de pauvres ». Des gens font : entrée, hors d'œuvre, plat de résistance, sortie et fruits. « J'ai plus ou moins gardé ce rythme. Les entrées je ne m'en encombre pas par habitude mais les fruits toujours ».

Depuis un certain temps, il ne mange pas beaucoup car il n'est pas très gourmand mais ça l'a rendu malade en 2007 parce qu'il était sous-alimenté, il a fallu le mettre au régime. Il a été à l'hôpital. Examen de près de 50 000 Fcfa. Pas d'assurance, pas de sécurité sociale, c'est très précaire dans le privé.

Estimations : Normalement, quelqu'un doit avoir 250 000 Fcfa pour vivre un peu décemment sans avoir de projet de construire une maison. Mais certains vivent avec 30 000, certains ont des maisons et tout grâce à la corruption. D'autres vivent effectivement avec 30 000 : c'est une vie de misère jusqu'à 100 000, ce n'est pas de l'emploi.

Ils pensent qu'ils sont très peu nombreux à vivre avec au moins 250 000. Peut-être on peut vivre avec 150 000 à Douala mais vous ne pouvez pas arriver à nourrir une famille, sinon c'est une vie totalement de misérables qu'elle mène.

« Si j'ai un enfant maintenant, je me dis que je serai totalement asphyxié, si je veux qu'il aille dans une école normale, c'est 300 000 Fcfa/an. Comment vous faites si vous gagnez 60 000 ? »

Moi : une école privée ?

Lui : Oui une école normale, une école qui est bien quoi.

L'école publique a les meilleurs enseignants mais les conditions sont telles que les enfants ne vont pas s'épanouir là-bas. Si vous avez 100 enfants par classes ? Les maîtres s'occupent de qui, dans quel bruit ?

Dans les établissements privés on ne trouve pas les meilleurs enseignants mais les éléments qui garantissent un bon encadrement un environnement favorable à l'épanouissement de l'enfant : effectif raisonnable, moyens d'apprentissage.

Misérables : environ 80%. Voir le BIT sur le sous-emploi : travail pas décent, plus de 70% au Cameroun. « Si vous n'avez pas de travail décent vous ne pouvez pas bien vivre ». Si vous interrogez le taux de chômage, vous allez vous tromper : c'est 4%. Or les gens sont généralement sous-employés, ça veut dire qu'ils ont des revenus particulièrement bas. L'entreprise qui dit avoir créé 5 000 emplois : ce sont des gens qui touchent **15 000 à 80 000 : ce n'est rien du tout**, vous faites quoi avec ? Rien du tout, vous ne pouvez rien faire avec ça, par conséquent ils vivent mal. On va me dire que le gars qui touche 30 000 est au village, il va peut-être construire avec ses propres mains mais ce sont des efforts qui doivent être récompensés, c'est un maçon qui devait construire. Il construit lui-même, il devient maçon, par manque de moyens, et il construit mal car il n'a pas été formé pour ça : il n'est pas architecte, il n'est pas maçon. Ça a une implication : on a une société mal structurée, sur des bases très fragiles, à tout moment ça peut péter, il peut y avoir une révolte, un mouvement de contestation un peu partout.

Il achète ses vêtements en magasin à Akwa. Sa sœur lui envoie des costumes car elle a une chaîne de prêt-à-porter. Il en achète aussi lui-même.

Il n'y a **pas de personnes dont il s'occupe** mais il est très sollicité pour des coups de main. Il investit dans les réseaux de solidarité au moins 50 000 Fcfa, « je donne 10 000, on me pose un problème je donne. Ça arrive de refuser quand je n'en ai pas. »

« Je suis peu dépensier, je dépense à quoi ? À donner de l'argent à tel et à tel, je peux me retrouver à 75 000 dépensés dans le mois ».

Il y a des gens qui pensent qu'il touche au moins un million et demi parce qu'il est journaliste, passe à la télé, et parce qu'il est un peu comme major dans le paysage par rapport aux gens de son âge. Les gens pensent qu'il a beaucoup d'argent. Et ils voient aussi des journalistes de sa carrure, même niveau de responsabilité, pleins aux as : tous ont une Mercedes, lui n'a pas de voiture. On n'a pas tous la même éthique. **Chez nous l'éthique est une valeur fondamentale**, en famille. Il ne peut pas se compromettre. Certains paraissent faire correctement leur boulot mais se compromettent beaucoup. On propose de payer pour publier ou ne pas publier. Tous les jours on lui propose de l'argent. La veille, au moment du questionnaire, on lui a proposé une collaboration pouvant lui garantir 500 000 Fcfa/mois. Il leur répond qu'il fait son travail, qu'il ne peut pas faire ça. C'est aussi dans les administrations privées et publiques. Il y a beaucoup de corruption. Ça dessert les entreprises et tout ça.

Il a connu une évolution de son poste (de coordonateur de la rédaction à rédacteur en chef, radio à TV) il a ainsi vu de nouvelles choses, eu de nouveaux challenges. « Je n'aurai pas eu

cette progression hiérarchique si je m'étais compromis mais ça ne correspond pas à mes valeurs ».

Si diminution de salaire : se passer de la ménagère, couper internet pour utiliser celui du bureau, des choses comme ça. « Je vais limiter le nombre de jour d'intervention de ma ménagère ».

Si hausse : il épargne en vue d'encadrer son enfant.

Difficultés rencontrées : Pas de voiture, pas propriétaire.

Équipements	LOGEMENT D'ENFANCE	LOGEMENT ACTUEL
Eau courante		Oui
Eau chaude		
Égouts		Oui
Électricité		Oui
Internet		
Ramassage des ordures		Oui
Appareils	NOMBRE	NOMBRE, DATE, PRIX ET LIEU DU DERNIER ACHAT
Lecteur audio numérique portable (MP3 etc.)		
Lecteur DVD/magnéto		Avec ordinateur
Lecteur DVD portable		1
Ordinateur fixe		1

Ordinateur portable		
Radio		1, 2002, quartier commercial Akwa
Téléphone fixe		
Téléphone mobile		1, il y a 5 mois, Akwa, acheté neuf
Télévision		
Ventilateur		1, il y a un an, Akwa, neuf, en remplacement

4. Ses opinions sociopolitiques, ses valeurs

Catholique

Sa foi a parfois été chancelante mais il est trempé dans l'église catholique où il essaie d'aller tous les dimanches, seul. Il essaie de lire la Bible. Ça lui a valu une **rupture amoureuse** car elle était en passe d'entrer dans les églises éveillées. Elle était protestante mais il avait l'impression qu'elle était infiltrée par des pentecôtistes. La famille n'accepterait pas. L'église éveillée lui pose problème, peur qu'elle dérape, n'aille plus à l'essentiel.

Pour lui la religion est importante car c'est un socle de valeurs même si crises de vocation en Europe, crises : le prêtre n'est plus le modèle : frasques et pratiques non conforme aux prescriptions de l'église.

Politique

Sur le plan politique il n'est pas optimiste sur l'avenir du pays : « la stabilité je n'y crois pas, quand vous avez un président qui a presque 30 ans de pouvoir, 28 ans. Il y a la misère partout. Lorsque vous faites un même poste 27 ans, vous n'innovez plus. J'ai fait des études de management à l'ESSEC, je sais que quand vous voulez développer une entreprise, si je considère le Cameroun comme une entreprise, il faut avoir des idées nouvelles, il faut savoir créer, s'adapter, or quand vous avez des gens qui sont là, qui sont installés, c'est davantage des réseaux de corruption qui se développent. Et d'ailleurs, on voit la colère qui monte dans le pays. On a eu des émeutes ici, les émeutes de février 2008, c'était l'expression de cette colère là, les gens expriment leur mal-être, et, à l'intérieur du système, il y a des conflits en raison de la succession qui se prépare, et donc on n'est sûr de rien. On a peur que ce soit comme la Cote d'Ivoire. On espère que ça sera peut-être comme au Gabon mais sans que le président ne soit

son fils quoi, mais que ça soit une transition où ça partira d'une main à une autre et pacifiquement. On espère mais on n'y croit pas. On a peur parce que les contradictions à l'intérieur du système sont tellement fortes, il y a des camps qui se développent, et ce sont des réseaux tribalistes, une opposition qui n'est pas assez forte, le jeu pourrait se jouer à l'intérieur du pouvoir et ils ont assez d'argent : les réseaux du Nord, les réseaux du Sud, les réseaux de ceci et de cela, donc ça vous met un peu mal à l'aise et ça me fait peur ».

Il considère qu'il participe tout le temps au niveau politique : « moi je participe tout le temps, je considère que je participe à construire une conscience politique, moi je suis journaliste politique pour l'instant même si j'ai envie de quitter le journalisme parce que ça ne nourrit pas son homme ici, **l'environnement est très fragile**, mais le travail que je fais en tant que journaliste politique ça participe à construire une conscience politique, une conscience nationale. Mais lorsqu'on voit la réalité, il faut prendre ses gardes ».

« Je n'ai jamais voté, c'est grave, parce que je ne crois pas aux élections, je crois que tout est truqué, tout ce que je fais c'est de laisser les hommes s'exprimer, mais je ne crois pas aux hommes politiques ici, ni de l'opposition, heureusement, sinon je serai biaisé dans mon travail, il y a une certaine inconsistance dans la pensée politique, dans les projets politiques et ça ne me motive pas particulièrement à aller voter ». « Peut-être que si l'opposition avait gagné en 1992 on aurait eu probablement la même chose, c'est-à-dire puisque je suis la scène politique : le principal parti d'opposition est dirigé par un dictateur : vous avez des partis d'opposition où il n'y a pas eu de mutations à la tête depuis 1992. D'où viendra la nouvelle impulsion pour le pays ? Il n'y en aura pas. Il y aura certes des groupes de progressistes qui vont se constituer, des courants à l'intérieur, qui donnent espoir, mais sans changement à la tête rien ne va changer ». Il faut des idées nouvelles, et pour qu'elles s'implémentent au niveau des populations il faut des élections : élections au niveau du parti et élections au niveau du pays, et ça je n'y crois pas. Ça ne se fait pas de façon démocratique.

Au Gabon, on dit qu'on a suivi Ali Bongo car il a beaucoup d'argent : non, il était à l'intérieur du système mais il est complètement à l'opposé de son père, il pratique autre chose que son père, mais il ne peut pas le dire, il ne peut pas dire « OK mon père a échoué ». Par ses actes, il dit que son père a échoué. Il fait complètement le contraire : il a détruit tous les réseaux de gaspillages, il réduit les dépenses de l'État, c'est énorme. Il a réduit pratiquement au tiers le nombre de conseillers. Il essaie de mettre les gabonais au travail, ce que son père ne faisait pas.

Tant qu'il n'y a pas d'élections véritables qui permettent à de nouveaux hommes de venir avec leurs idées, elles peuvent être mauvaises mais dans ce cas vous le chassez. Mais vous ne pouvez pas vous tromper tout le temps.

Dans les partis les gens n'ont pas de projet politique. Dans le parti au pouvoir il y a des cadres qui réfléchissent, même dans l'opposition il y a des gens qui réfléchissent très bien. Moi j'ai animé des débats donc j'ai eu le temps de constater.

« Une histoire. En 2004, il y a la présidentielle. Je reçois tous les soirs des cadres des principaux partis sur des thèmes précis. Sur la santé on demande leurs experts pour diagnostic

de l'état actuel et exposer leurs projets pour apporter un plus pour ceux qui sont au pouvoir. Le type pour le pouvoir, quand il arrive il me demande « je peux voir le présentateur ? » je lui dis : « c'est vous pour la part du pouvoir », il me dit « oui si on peut dire », si on peut dire ? Il est mal à l'aise de représenter le parti au pouvoir. Les membres du parti, ils ont ramassé les gens de l'administration et c'est pratiquement aux forceps qu'on les a mis là, et c'est gênant ça ».

« Je reçois celui de l'opposition, aussi un médecin ».

« Vous parlez de politique de santé publique, sur le plateau. Celui venu représenté le pouvoir, contre son gré, écrase l'opposition. On dit diagnostic, il le fait en indiquant les insuffisances. On n'arrive pas à lui porter la contradiction, lui seul sort le projet du gouvernement. À la sortie il est remonté, il me dit : « moi je soutiens l'opposition mais vous voyez ceux qui arrivent sur le plateau ? Je les écrase, alors comment je fais, moi, fonctionnaire qui ne veut plus de ce parti qui nous embastille ? ». Il était très embêté, je l'étais plus que lui. Ça veut dire qu'ils n'ont pas de projet. »

« Quand un système est au pouvoir depuis longtemps : c'est sclérosé et ils ne parviennent pas à évoluer, à l'intérieur ils se bouffent entre eux, ils ne regardent plus le pays, chacun regarde son avenir personnel et tout ça. Pour moi, ils sont disqualifiés. En face, ils n'ont même pas une capacité d'analyse de la situation, donc ils ne peuvent même pas inventer un autre Cameroun. Eux aussi ils sont disqualifiés. Donc je ne peux pas voter, qui est-ce que je vais choisir ? »

Libertés d'expression

Ce n'est pas suffisant. Quand vous parlez de Paul Biya on vous menace. Ce n'est pas bon. Il faut accepter qu'on dise que le président a échoué, fait une erreur, dérapé, c'est ça la liberté d'expression. Votre supérieur et vous êtes menacés. Pas seulement lui mais tout le temps. On a l'impression qu'on vous surveille. Dans un taxi, lorsqu'un se plaint de la route coupée à cause de la venue du président : on l'arrête et juge pour outrage au chef de l'État. Nous on parle du président mais ils ne sont pas contents. On en parle toujours mais il y a une telle pression. Ils souhaiteraient qu'on parle de tout sauf du président, et ils viennent le dire. Les gens n'intègrent pas que c'est une dimension de la démocratie, que les gens puissent critiquer, que les gens qui ont des responsabilités aient l'obligation de rendre compte à des gens qui ont la liberté d'expression. Un habitant de New Bell doit pouvoir demander au maire de Douala la route promise. De même au niveau national sur le projet de grandes ambitions du chef de l'État, sa pertinence en termes programmatiques, sur les apports dans 2, 3 ou 4 ans.

Ce qu'il veut transmettre

Le sens de l'**effort**. Première, deuxième et troisième valeur : le **travail** car elle tire les autres : elle éloigne le vice, l'ennui et le besoin. Vous êtes honnête. Vous respectez les gens, vous êtes humble, vous avez de l'amour pour les autres car vous n'enviez personne. Envier c'est un vice. Si vous avez le sens du développement vous concentrez un ensemble de valeurs et pour moi c'est la base, c'est avec ça qu'un pays peut se construire.

5. Projets

Partir

Contrairement à son début de parcours dans le supérieur, « maintenant j'ai envie de partir et ce qui m'encourage à partir ce sont les perspectives politiques, j'ai peur pour la stabilité du pays ».

Après la présidentielle de 2011 il espère être en position de partir. Il suppose que même s'il fait des dépenses au Cameroun il pense qu'il doit pouvoir partir d'un moment à l'autre, il pense au Canada.

Manager

La fonction publique ne l'attire pas. Il veut se repositionner dans le privé de manière à avoir plus de revenus. « Vivre honnêtement, c'est ça qui est mon problème, je peux en avoir plus maintenant mais ça ne sera pas honnêtement, j'ai une dimension éthique que je veux préserver ».

« Je veux être grand manager d'entreprise ».

Il se voit manager dans n'importe quel secteur, si possible faire une entreprise : peut-être dans la communication, mais ce n'est pas très porteur, l'environnement est comprimé. Il n'a pas repéré de secteurs possibles : son mémoire est sur la gestion des carrières d'ingénieur dans l'entreprise AES-Sonel.

6. Sa définition de classe moyenne et pense-t-elle en faire partie ?

« Je ne suis pas millionnaire mais je ne suis pas de ceux qui n'ont pas de moyens non plus. Je suis au centre. S'il y avait une classe moyenne on dirait que je suis de la classe moyenne mais je crois que toutes les analyses des enseignants d'économie concourent à dire qu'il n'y a pas de classe moyenne au Cameroun, ou elle est faible quoi. **Vous avez d'un côté des gens qui ont tout amassé, et de l'autre des gens qui n'ont rien** ».

Il pense que ses parents étaient pauvres. Ce qui était important c'est qu'ils étaient dans une dynamique de développement. C'est l'éducation le facteur principal qui permet de passer de pauvre à moyen.

Autour de lui, ses collègues sont de la classe moyenne, beaucoup dans son association (d'autres millionnaires), dans sa famille (une millionnaire et le reste dans la classe moyenne).

Ils forment un groupe particulier. Même si les analyses disent qu'ils n'y a pas de classes moyennes « vous pouvez chercher, ce sont les économistes qui disent ça ».